

Préface

Tout au long du travail d'édition de ce livre, l'évidence a grandi que son propos risquait de n'être accessible qu'à ceux qui, par leur pratique, auraient déjà été amenés à penser un projet plus ou moins analogue à celui exposé ici. Ainsi y avons-nous trouvé la formalisation du système de valeurs sur lequel est fondé notre pratique éditoriale – et ce n'est sans doute pas un hasard si l'auteur de ce livre, Michael Albert, développa son modèle au sein de la maison d'édition dont il fut le cofondateur en 1977, South End Press (Boston).

Si vous n'êtes pas persuadé que le capitalisme comme mode d'organisation économique et social est non seulement un système violemment injuste mais également profondément inefficace, alors vous perdrez votre temps à lire cet exposé des principes élémentaires de l'économie participaliste.

Si vous n'êtes pas prêt à questionner les fondements et les effets de votre propre position dominante dans vos relations socio-professionnelles – en termes de prise de décision et de gains financiers ou symboliques, en tant que dirigeant(e), mâle ou Blanc, etc. –, alors ce sont vos efforts pour comprendre les bases du participalisme qui nous feront perdre notre temps.

En revanche, si vous êtes las de constater que votre travail de militant a été neutralisé par des « responsables » politiques que vos efforts (et vos suffrages) ont contribué à porter au pouvoir ; si vous en avez assez de voir les critiques du système contre lequel vous luttez récupérées plus vite que votre imagination ne s'agite à le combattre ; s'il vous paraît évident que la politique ne consiste pas seulement à gérer l'ordre économique imposé par les puissances de l'argent, que l'organisation périodique d'élections a pour principale fonction d'entretenir l'illusion représentative dans les démocraties parlementaires où le pouvoir réel est entièrement accaparé par des oligarchies financières et politiques plus ou moins héréditaires (Accardo) ; si, ne voulant plus être mené en bateau au nom de la démocratie capitaliste, vous n'avez plus le moindre espoir dans le système des grands partis « de gauche » et des grandes centrales syndicales ; autrement dit, si l'autonomie des luttes sociales n'est pas pour vous qu'un slogan, alors vous êtes prêt à investir un peu d'énergie dans le participialisme.

Pour les vertus positives, commençons par des évidences : il ne vous paraît pas possible de vivre dans une société telle que la nôtre sans vouloir la changer ; l'ordre mondial vous semble se renforcer suivant une ligne de plus grande injustice sociale, « hiérarchique dans chaque détail de la vie, d'immenses richesses s'accumulant dans de rares mains » (Yeats), qui ne distribuent bien-être, santé et éducation qu'avec avarice, et encore aux seuls méritants – juste un autre mot pour dire « utiles à la bonne marche du monde en place ».

Ici certains diront : « Tout le monde le sait... Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. » Ce sont là les arguments favoris des réactionnaires intelligents. Et il est facile de comprendre que la peur de tout véritable changement est à l'origine de telles idées : si tout le monde connaît le diagnostic comme les solutions et s'il n'y a rien de nouveau sous le soleil, si le passé revient toujours sous une forme

ou une autre, alors le futur sera familier. De toute manière, ce qui n'arrivera jamais – puisque ce n'est encore jamais arrivé –, c'est cette chose haïssable et redoutée : un monde où les êtres humains seraient libres et égaux. Pour ces gens, l'idée d'un univers cyclique semble particulièrement réconfortante : tout progrès apparent vers la démocratie annonce simplement le retour prochain de l'éternelle injustice sociale. (Orwell)

Quant aux autres, il n'est pas indispensable d'entendre, dans vos rêves, les lendemains chanter... Il suffit qu'il vous soit évident que la plupart des tentatives d'instaurer un monde où les êtres humains sont libres et égaux, si elles ont si mal tourné, sont avant tout des exemples de ce qu'il ne fallait pas faire. Bref, pour vous, l'histoire n'est pas finie.

Peut-être croyez-vous que les gens ont un « instinct de liberté », qu'ils préfèrent travailler d'une manière constructive dans un cadre où le pouvoir est partagé ; et que si les structures sociales changent suffisamment cet aspect de la nature humaine pourra s'exprimer dans la réalité. (Chomsky) Ou bien, beaucoup moins optimiste, faites-vous partie de ceux pour qui les choses sont sans espoir et qui sont cependant décidés à les changer. (Scott Fitzgerald)

Pourquoi autant de précautions ? C'est qu'au stade d'exposition de ce livre, le modèle proposé par Michael Albert en est encore à l'état de squelette. L'auteur fait ses gammes. En voici les thèmes principaux ¹ :

1. D'une manière générale, Michael Albert a déjà développé tous les thèmes qu'il aborde sommairement ici dans *Looking Forward : Participatory Economics in the Twenty-First Century* (avec Robin Hahnel, South End Press, 1991) et *Political Economy of Participatory Economics* (Princeton University Press, 1991) ; enfin, dans *Participatory Economics. Life After Capitalism* (Verso, 2003). Leur première présentation en français, par Normand Baillargeon, a été publiée dans la revue *Agone* (n° 21, « Utopies économiques », 1999), texte repris dans *Les chiens ont soif. Critiques et propositions libertaires* (Agone, 2002). « Les livres ont beau être riches d'informations, d'arguments, de logique et de faits avérés, ils ne se prêtent pas à l'échange réciproque. Néanmoins, ces échanges sont aujourd'hui

— ni planification centralisée ni marché mais une *planification participaliste* établie aux différents niveaux pertinents de décision par *des conseils de travailleurs et de consommateurs* ;

— ni division hiérarchique du travail ni spécialisation exclusive dans des tâches d'exécution ou de direction mais des *ensembles équilibrés de tâches*, autrement dit une définition des emplois supposant que chacun remplisse à la fois des fonctions décisionnelles et gratifiantes et assume sa part de tâches répétitives ou pénibles ;

— une rémunération qui n'est pas liée au profit, à la propriété, au pouvoir ou au rendement, mais fondée sur *l'effort et le sacrifice propres à une activité professionnelle* ;

— non pas un pouvoir de décision proportionnel au pouvoir économique ou délégué à une représentation politique mais réparti entre tous à proportion des *conséquences que ces décisions impliquent pour la vie et le travail de chacun* ;

— enfin, les valeurs au fondement de cette organisation économique pour une véritable démocratie sont *la solidarité, l'équité, l'autogestion et le respect des différences*.

L'exposé suit une manière propre à la tradition militante nord-américaine, avec notamment un système de questions-réponses qui met en scène les objections soulevées dans les débats auxquels le participalisme a déjà donné lieu outre-Atlantique. Nous nous sommes efforcés de l'adapter, autant que possible, aux thématiques, à l'histoire et aux usages français.

possibles grâce à internet », explique l'auteur, qui invite donc ses lecteurs à consulter son site – en anglais, mais les traducteurs sont les bienvenus [nde] – consacré à l'économie participaliste sur <www.parecon.org>, site intégré dans <www.zmag.org>. « Ce site offre de nombreux renseignements supplémentaires, approfondit les thèmes abordés dans cet ouvrage et propose, entre autres, une librairie en ligne, des essais, et la possibilité d'engager directement dialogues ou débats avec les auteurs de cet ouvrage ou d'autres intervenants intéressés par l'économie participaliste et ses divers mouvements. »

Toutefois, on ne saurait entendre l'argumentaire de Michael Albert en le coupant de son contexte d'origine : une société caractérisée par la formule « *Winner-Take-All* » (le-gagnant-prend-tout), où la baisse prodigieuse des coûts de diffusion et de reproduction, conjuguée à l'essor fulgurant des marchés, a paradoxalement abouti à ne sélectionner, valoriser et récompenser que le plus compétitif – produit, sportif, chercheur, ingénieur, établissement universitaire, acteur, patron, musicien, etc. – au détriment de tout le reste ; ce qui est à l'origine de l'accroissement démesuré des inégalités et surtout d'un formidable gâchis : la société se prive des compétences des innombrables « perdants », tandis que des domaines cruciaux sont négligés². À l'inverse, le participialisme vise à la redistribution de l'« excellence » : non seulement pour en finir avec l'organisation pyramidale, mais aussi parce qu'il est socialement et économiquement plus efficace de favoriser l'épanouissement du plus grand nombre que de trier les survivants du très inégalitaire système de « réussite » qui s'est imposé dans toutes les sociétés occidentales. C'est l'une des fonctions de la redéfinition des emplois en *ensembles équilibrés de tâches* que d'en terminer avec une division du travail produite et reproduite par le système éducatif qui sélectionne ceux qui monopolisent le pouvoir et les responsabilités. Quant à l'*autogestion*, elle vise à orienter la production et la consommation non pas par la recherche du *profit* mais en fonction de l'*utilité sociale* définie par les consommateurs et les producteurs.

Quoi qu'il en soit du niveau d'exposition du modèle, les amateurs d'économie et de « sciences » politiques seront déçus, qui ne trouveront dans ce livre à peu près rien des subtilités rhétoriques auxquelles la production

2. Lire Robert Frank et Philip Cook, *The Winner-Take-All Society* (Free Press, New York, 1995) – compte rendu par Serge Halimi dans *Le Monde diplomatique*, septembre 1996, p. 30.

académique a pu les habituer. Il leur semblera sans doute que l'auteur tombe dans une vision de l'économie plus angélique encore qu'utopique. D'autres critiqueront l'anthropologie sous-jacente qui ne considère que des individus rationnels, sans passions ni profondeur, au point de constituer parfois un défi à la gravité sociale.

Parmi les déçus à coup sûr du participialisme, on trouvera également les révolutionnaires de toutes obédiences, qui non seulement souffriront de l'absence dramatique de tout lyrisme (et de toute violence) dans la description par Michael Albert du *passage* à la société souhaitée, mais se demanderont où sont passés les rapports de force qui structurent les relations entre capital et travail (entre voleurs et volés), et dont le règlement préside à tout projet de transformation sociale. (Même un social-démocrate sait cela, n'est-ce pas ?!) Prenons Léon Blum. (Il est toujours bon de relire de temps à autre un socialiste d'avant guerre, à l'aune duquel on peut mesurer les ambitions actuelles de la « gauche » européenne.) Quelques jours avant l'élection de 1924, voici comment Blum s'interrogeait, en révolutionnaire et chef socialiste, sur la manière de transformer la société en respectant son cadre légal : « Plus que tout autre parti, le socialisme a l'horreur de la violence et du sang. [...] Nous souhaitons que la transformation sociale – ce qui est le vrai sens pour nous du mot révolution – puisse s'accomplir par les procédés légaux, par une victoire du suffrage universel par exemple. Mais, à cet égard, les leçons de l'histoire nous rendent quelque peu sceptiques. Nous ne sommes pas bien sûrs que la légalité, [...] au jour précis où nous pourrions l'invoquer à notre profit, ne nous fasse pas défaut. Nous ne sommes pas bien sûrs que les représentants et dirigeants de la société actuelle, au moment où ses principes essentiels leur paraîtraient trop gravement menacés, ne sortent pas eux-mêmes de la légalité pour entrer dans ce qui leur paraîtrait le droit. [...] Un coup de force qui protège le régime social

profite généralement de beaucoup de sympathie. Si le socialisme se liait définitivement par le respect juré de la légalité, il risquerait de jouer un jeu de dupes. [...] L'influence du patron et du propriétaire ne pèse-t-elle pas sur les électeurs, avec la pression des puissances de l'argent et de la grande presse ? Tout électeur est-il libre du suffrage qu'il émet, libre par la culture de sa pensée, libre par l'indépendance de sa personne ? Et, pour le libérer, ne faudrait-il pas précisément une révolution ?³ »

Non que Michael Albert ne soit pas conscient de cette réalité politique : l'opposition capital-travail reste le socle du participialisme et faire reculer la domination du capital son but fondamental ; le rôle historique de sa propre nation dans la fusion, au plus haut niveau, entre l'État et le capital est constamment présent dans son exposition⁴. Mais la rhétorique révolutionnaire – ce radicalisme verbal d'autant plus flamboyant désormais qu'il est plus vain en pratique – ne semble pas appartenir au vocabulaire du participialisme qui, pour *libérer les électeurs de l'influence du patron et du propriétaire*, ne propose pour commencer que des « réformes non réformistes » – c'est-à-dire qui favorisent le franchissement d'une étape stratégique sur les chemins qui mènent à un changement radical progressif.

Précisons tout de suite qu'il ne s'agit pas de remplacer une vieille lune par un équivalent d'outre-Atlantique. On sait trop comment le réformisme social-démocrate a fini en social-libéralisme, parmi ses avatars, l'« union de la gauche » abritant, dans les années 1970, une « deuxième gauche » qui a fait office d'incubateur d'une « troisième voie », conversion sans précédent de la gauche française à

3. Cité par Serge Halimi, *Quand la gauche essayait*, Arléa, 2000, p. 94.

4. Parmi les auteurs militants les plus proches de Michael Albert, signalons Howard Zinn et Noam Chomsky (lire respectivement, publiés par nos soins, *Une histoire populaire des États-Unis*, 2002 ; *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, 2001).

l'ordre capitaliste mondial – soldant au passage la gauche ouvrière et lâchant ouvertement les classes populaires.

Nous voyons au contraire, dans le participialisme, à partir de quels principes pratiques on doit articuler autonomie des luttes sociales et constitution d'une société non capitaliste. En cela, une telle approche est difficilement traduisible dans l'idée, déjà au programme sur deux ou trois arrondissements parisiens, de « faire la révolution sans prendre le pouvoir » – rien qu'une formule pour dissimuler l'abandon de toute intention de transformation sociale globale au profit d'un accomplissement narcissique déjà prédigéré par le système. À l'inverse, le participialisme soumet la prise du pouvoir à la définition pratique de l'organisation socio-économique que l'on souhaite substituer, et de quelle manière, au capitalisme. À l'opposé des postures critiques à rendement symbolique aussi fort que leur efficacité pratique est faible, les propositions participialistes ne flottent pas dans le ciel des idées, elles ne quittent pas le sol des problèmes concrets qui se posent à tout un chacun – et notamment à ceux que concerne la *dignité du travail* : les membres la classe ouvrière.

C'est là le seul moyen de constituer une véritable alternative en actes. En fait, suivre les principes d'organisation sociale du participialisme, c'est concrétiser à chaque niveau d'action et d'organisation la sortie du capitalisme. Et son application à la structuration des entreprises anticapitalistes constitue la meilleure solution pour éviter la récupération et la collaboration avec le système en place.

À ceux qui doutent de la possibilité et de l'actualité de la récupération de tout mode alternatif d'organisation socio-économique, nous proposons de découvrir, dans la collection « Livre vert » de la Commission européenne, la nouvelle panoplie dont le capitalisme entend se travestir, « en réponse à une série de pressions sociales, environnementales et économiques ». Cet attirail inclut « de larges débats sur la responsabilité sociale des entreprises,

[... sur] les moyens d'exploiter au mieux les expériences existantes, d'encourager le développement de pratiques novatrices, d'améliorer la transparence et de renforcer la fiabilité de l'évaluation et de la validation des diverses initiatives réalisées en Europe » ; ainsi que l'établissement « de nouveaux partenariats et de nouvelles sphères pour les relations établies au sein de l'entreprise, pour ce qui est du dialogue social et de l'organisation du travail, des bonnes pratiques liées à l'éducation et la formation tout au long de la vie, de l'acquisition des qualifications, de l'égalité des chances, de l'insertion sociale, de la prévision et de la gestion du changement, au niveau local ou national, concernant la consolidation de la cohésion économique et sociale et la protection de la santé et, de façon plus générale, à l'échelon de la planète, pour la protection de l'environnement, le développement durable et le respect des droits fondamentaux »⁵. Etc., etc., etc.

Qui ne serait pas séduit par des annonces tissées d'aussi bonnes intentions ? Quel manager, employé(e) de bureau, ingénieur, secrétaire, commercial(e), etc. ne serait pas emballé par un tel programme pour son entreprise ? Tout ceux qui assurent au système seigneurial-entrepreneurial la caution démocratique dont il a besoin et qui sont, en retour, conviés à s'asseoir au bas de la table des maîtres... (Accardo)

Il faut bien comprendre que ces documents de propagande, qui intègrent désormais en temps réel une bonne part des critiques formulées contre le capitalisme, sont destinés par les auteurs comme par les commanditaires à être plus ou moins effectivement mis en œuvre. Car leur réalisation ne changera fondamentalement rien : le profit restera le moteur de l'économie, la propriété privée son socle et l'individualisme hédoniste la morale dominante,

5. « Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises », Commission européenne, juillet 2001.

la concurrence sera toujours le seul mode relationnel entre les personnes, le gaspillage et la pollution les premiers effets nuisibles de la surproduction, la disparité des salaires entretiendra les hiérarchies professionnelles et une population toujours plus nombreuse continuera d'être contenue à sa place, en bas, à l'ombre, immobile et à l'étroit, par un ordre de plus en plus dur, qui a pour fonction de protéger les gains de ceux qui accompagnent, plus ou moins volontairement, ce type d'« amélioration » du système. Il est relativement facile de mener un tel combat – et même de le remporter. Les réformes qui ne dérangent pas les capitalistes les arrangent, pourrait-on dire... (Même si – des droits civiques à celui d'avorter, des comités d'entreprise aux augmentations de salaires, des congés payés à la Sécurité sociale, aux retraites, etc. – celles-ci ont été remportées de haute lutte. Et que le capitalisme s'en est « arrangé » quand il estimait ne pouvoir faire autrement mais s'applique dès qu'il le peut à « réformer » certaines de ces réformes – c'est-à-dire les liquider.)

Une telle lucidité fait partie du sens commun militant, qui a toutefois, sur le sujet, de belles zones d'ombre. Ainsi, parce que les démocraties capitalistes sont fondées sur l'iniquité d'un système juridique secondé par une police raciste, sur une gigantesque inégalité des richesses et la mainmise de la classe dirigeante sur les médias comme sur l'éducation, il faudrait en conclure que nous vivons sous un régime fasciste. C'est négliger qu'un profond accord existe malheureusement bel et bien entre dirigeants et dirigés ; que ce système est accepté, *dans le fond*, par la grande masse des gens. Et que c'est à ceux-là qu'il faut s'adresser si l'on a pour intention de « faire changer les choses ».

Comprendre cela, c'est comprendre vraiment ce que l'on veut dire par « combattre le système ». En ce sens, l'éclaircissement de nos intentions est la première vertu du participialisme : la confrontation, même théorique, avec les principes du participialisme nous semble, en effet, une pre-

mière étape du nécessaire « examen de conscience » – au sens de la conscience que l'on a de cette réalité appelée « système capitaliste » – que devraient mener tous ceux à qui les années passées à militer ont laissé un goût d'amertume. S'appliquant précisément à ce travail, Alain Accardo diagnostique la « persistance d'une illusion engendrée par la sous-estimation de ce que sont les conditions de fonctionnement d'un système social, [...] existe sous la forme de choses qu'on appelle institutions, organisations, appareil, réseaux, codes, rites, liturgies, instruments... et conjointement sous forme de personnes humaines, en chair et en os, capables d'apprendre, de comprendre, d'utiliser, de produire, bref, de vivre dans ce monde de choses – *et de le faire vivre* ». Méconnaître cette double dimension du social réduit notre lutte aux seuls aspects objectifs – un ensemble de structures de production, d'accumulation, de répartition, de distribution des différents capitaux – quand il est vital d'examiner quelle part on prend personnellement, et de quelle manière, au maintien de l'ordre établi. « L'essentiel, pour le “bon” fonctionnement du système, ce n'est pas seulement que le pouvoir économique et politique reste aux mains des puissances privées qui en ont spolié le peuple prétendument souverain, explique Accardo, c'est aussi que ce peuple dans son ensemble accepte de [...] troquer sa souveraineté contre les avantages (péniblement obtenus au demeurant et toujours menacés) d'un niveau et d'un style de vie dont le modèle, désormais calqué sur celui de la *middle class* américaine, semble être devenu le point d'aboutissement ultime et indépassable de la civilisation occidentale. »

En ce sens, le participialisme s'adresse avant tout à ceux qui vivent dans le système, qui ont bien conscience de l'urgence d'en finir, mais qui savent bien, plus ou moins, en même temps, qu'ils en constituent les rouages, même quand ils parlent entre eux de leur résistance comme d'un grain de sable.

Comment donc ?! Michael Albert aurait donc intégré le fait social que constitue la prédominance des « classes moyennes » ? Couches sociales indéfinies dont les chaînes sont dorées dans les sociétés occidentales, où les différences de mentalité et de mode de vie tendent de plus en plus à s'estomper ; dont les intérêts ne sont pas distincts de ceux du prolétariat, mais qui n'ont pas réellement pris conscience de ce fait et se rangent ordinairement du côté de leur ennemi capitaliste dans les moments de crise. L'auteur aurait-il compris que la bonne vieille « révolution prolétarienne » n'est plus qu'une vision de l'esprit ? Et partant, ô sacrilège, voudrait-il formuler un programme qui soit à la fois révolutionnaire et réalisable ?!

Il faut bien avouer que ce qu'Orwell appelait déjà la stupéfiante imbécillité de la propagande de gauche (stalinienne ou gauchiste) a sans doute fait fuir définitivement toutes sortes de gens indispensables, qui se sont habitués à considérer les projets égalitaires comme une menace pour leur gagne-pain, comme quelque chose de séditieux – cadres de l'industrie, petits exploitants agricoles, employés, commerçants, ingénieurs, artisans, etc. Ne nous étonnons pas que ce soient principalement les intellectuels, c'est-à-dire *la fraction la plus inutile de la classe moyenne*, qui soient longtemps restés les derniers défenseurs d'une transformation sociale « révolutionnaire », quand les partis et les syndicats qui l'avaient portée ne veulent plus, depuis belle lurette, d'un changement d'envergure. Les élus « de gauche » poursuivent leur bonhomme de chemin en touchant leurs salaires et en remplaçant de temps à autre aux affaires un honorable collègue de droite, la politique des uns n'étant ouvertement qu'une variante de la politique des autres. Pendant ce temps, les militants continuent de se spécialiser dans l'exercice d'indignation – pratique aussi stérile que peu stimulante, illusion d'agissements politiques. Et l'intelligentsia « de gauche » d'égratigner la « morale bourgeoise », tout en gardant sa position

privé de parasite de la bonne société, en attendant de passer, comme d'autres, le temps d'un septennat, du col Mao au Rotary. (Hocquenghem)

« Bon, c'est d'accord, les conditions d'exercice d'une société juste sont loin d'être objectivement remplies, mais cela doit-il nous interdire de réfléchir à ce que nous voulons ? » C'est ce que se demandait un auteur que nous avons publié justement parce qu'il se proposait d'articuler critique et propositions ⁶.

La simple formulation de cette question nous change un peu de l'attitude grincheuse, de la paresse intellectuelle des militants anti-autoritaires qui se font une spécialité d'« accabler de lazzi les uniformes qui veillent sur leur sommeil » (Kipling) ; certains de n'être jamais en position d'exercer une quelconque responsabilité, souvent à l'abri de l'ordre qu'ils conspuent et dont ils n'ont à rien à craindre – sinon dans des scénarios à profits symboliques sans gloire –, ceux-là ne produisent, pour toute critique, qu'un ricanement sans conséquences.

Voulant pallier l'absence complète et permanente de toute proposition constructive, le participalisme tente de répondre à la question suivante : si vous ne voulez pas du capitalisme, que voulez-vous à la place ?

On en conviendra facilement, la critique de l'organisation capitaliste a été faite et, depuis plus d'un siècle et demi, elle s'est renouvelée, diversifiée puis approfondie après avoir été systématisée par le marxisme et l'anarchisme – deux traditions dans lesquelles Michael Albert a largement puisé pour formaliser le participalisme. Non seulement cette critique a été bien faite, mais elle a également été diffusée aussi largement que possible – sans doute pas assez, mais c'est que la propagande capitaliste

6. Lire Yves Salessé, *Réformes & révolution. Propositions pour une gauche de gauche*, Agone, 2000.

a été plus puissante et surtout, ensuite, plus efficace dans la récupération.

Pour ne prendre qu'un exemple récent et français, les documents d'« éducation populaire » émanant d'un lobby antitrust, les livres du plus fameux activiste anti-impérialiste et antimilitariste anarchiste américain et enfin des ouvrages qui sont le fruit d'une collaboration avec un journal notoirement anticapitaliste sont aujourd'hui les uns comme les autres publiés par une maison d'édition membre d'un trust comprenant notamment un marchand d'armes qui participe, à son échelle – immense –, à ce *travail indispensable*⁷. C'est dire combien, dans une démocratie capitaliste, la rentabilité – tant en gains financiers qu'en légitimité – prévaut sur le danger social qu'est censée représenter la mise sur le marché de toute critique. Comme s'il était encore besoin de faire la preuve que n'importe quel média peut diffuser, en alternance, des diatribes et des apologues du même système, scribouilleurs à gages et auteurs critiques cachetonnant successivement en honorables collègues, sans que cet intérêt bien compris ne choque grand monde.

Il nous semble qu'il sera un peu plus difficile à un média affichant la panoplie plus ou moins complète (hérité patronale, hiérarchie des salaires et des tâches, publicité, plans de communication, profit et croissance par capital-risque, etc.) de promouvoir le participialisme. Encore qu'on ne puisse préjuger de ce dont est capable ce bon vieux titan capitaliste qui reprend force en s'asseyant sur les critiques, tout autant qu'en se frottant sur la panse de ses géniteurs, lesquels disposent à profusion de carottes et de bâtons, avec en prime le journalisme comme marchand de sable.

7. Dans l'ordre, les livres de l'association ATTAC et de Noam Chomsky, ceux coédités par le mensuel *Le Monde diplomatique* et le groupe Fayard-Matra-Hachette-Lagardère.

En attendant de vérifier éventuellement cette hypothèse déprimante, l'économie participaliste nous a paru, *a priori*, susceptible de résister suffisamment bien à la récupération pour que l'on s'applique à la présenter au public francophone.

À l'évidence, l'auteur s'adresse en priorité aux militants anticapitalistes, et en particulier aux groupes structurés autour d'un projet de transformation sociale progressiste. Ne doit-on pas attendre de ceux-ci une vigilance particulière à l'égard de leur propre organisation ? une mise en pratique des principes qu'ils défendent ? une abolition des pratiques qu'ils critiquent ? et pour le moins qu'ils donnent l'exemple ?

En effet, l'une des autres vertus de la confrontation (même théorique) avec les principes du participalisme est d'éprouver la cohérence (ou l'honnêteté) des activistes qui, toujours sous prétexte d'urgence, n'ont « pas le temps de s'organiser démocratiquement », et reproduisent ainsi le « laissez-faire » qui nourrit les rouages capitalistes de la reproduction des inégalités – qui, évidemment, les épargnent ; et de ceux qui, toujours au nom de l'efficacité, instaurent une « division du travail militant », répercutant dans son fonctionnement interne les rapports de domination – qui, évidemment, leur profitent : séparation des tâches de conception et d'exécution, intellectuelle et manuelle, hiérarchie des fonctions portée par une bureaucratie pyramidale, exploitation des personnels payés et bénévoles, etc. À l'abri de ce « taylorisme militant », on confond volontiers critique sociale et revanche sociale.

L'organisation participaliste semble conçue tout autant pour retirer le pouvoir des possédants que pour en interdire l'accès à ceux qui prêchent (entre soi) que les fins déterminent les moyens ; ces révolutionnaires-là ne sont que des arrivistes qui se fantasment dangers publics. Ce qui ne leur convient pas dans l'ordre de ce monde, c'est la place qu'ils y occupent ; le bien commun n'est pour ces

petits marquis sans loyauté qu'un slogan pour lever les troupes d'une guerre sociale où ils ne prendront pas de risque. En d'autres temps, ce type de « leader révolutionnaire » fut le plus prompt à fermer les yeux sur les purges, la Guépéou et les procès de Moscou ; comme d'autres, plus tard, à s'aveugler sur la révolution culturelle maoïste. Par méchanceté ? Ils étaient simplement incapables de comprendre ce que de telles choses pouvaient signifier, intellectuels « éclairés » au point de ne pouvoir entendre les plus élémentaires émotions. (Orwell)

Au contraire, il nous semble impossible de porter sans se mentir un projet de transformation sociale si l'on n'est pas persuadé que *les moyens constituent le premier stade d'expérimentation de nos fins*. Toutefois, parce que la question du pouvoir et de la transformation sociale est trop délicate pour que l'on ne prenne pas au sérieux toute hypothèse de voie de passage, le participialisme ne se veut pas *la seule voie* d'un projet de transformation sociale mais tente d'élaborer le mode d'organisation socio-économique le plus à même de garantir que tout projet de cette sorte ait quelque chance de ne pas finir en son contraire.

Ainsi, un acteur économique qui se soumet à des règles de type participialiste devra se poser la question des priorités : l'efficacité de sa production se trouve alors en balance avec le niveau démocratique de son organisation. Aux réponses à court terme qu'impose le capitalisme, le participialisme oppose des solutions de longue haleine : prendre le temps et trouver l'énergie nécessaire afin que ceux qui sont socialement destinés à éviter les tâches ingrates en assurent une partie pour permettre à ceux qui sont socialement destinés à les remplir d'accéder à des fonctions de responsabilité ; c'est seulement ainsi que, à l'un des seuls niveaux où l'on peut vraiment agir, celui de notre vie professionnelle, on a quelque chance de mettre en place une organisation sociale de la production qui ne soit pas fondée sur l'aliénation. Mais cette règle vaut pour

le système social global : la propriété des moyens de production, l'autogestion dans l'organisation du travail et la planification de la production, plutôt que la hiérarchisation des tâches et la contrainte.

C'est l'une des caractéristiques essentielles de la domination capitaliste que la quantité effarante de forces policières qu'elle nécessite : celui qui lambine à son poste perd non seulement son temps mais celui des autres, car il faut le surveiller, ce qui revient à affecter des travailleurs productifs à cette besogne improductive. La grande masse des gens n'a jamais eu l'occasion de mettre son honnêteté foncière au service de la gestion des affaires, de sorte qu'on en est presque arrivé à conclure cyniquement, constatait déjà Orwell, que les hommes ne sont honnêtes que lorsqu'ils n'exercent aucun pouvoir. Le sens commun capitaliste – c'est-à-dire le sens le plus commun – semble avoir intégré un tel cynisme...

Derrière l'« équilibre harmonieux » entre la poursuite de l'intérêt individuel et la promotion de l'intérêt collectif censé être réalisé grâce à la « concurrence pure et parfaite d'agents économiques guidés par le seul calcul rationnel », on doit plutôt voir l'accomplissement de la gestion, par le système capitaliste, d'une masse d'individus aussi peu organisés que possible, assoiffés de réussites personnelles, une population atomisée et infantilisée, dont les liens de solidarité sont réduits à des échanges groupusculaires, fusionnels et festifs. (Accardo) Antithèse de cette régression, le participialisme ne voit de solutions que collectives au bien-être de chacun.

Prenons l'image simpliste d'une organisation sociale individualiste : vous êtes dans votre voiture, coincé aux heures de pointe derrière une file de voitures attendant que le feu passe au vert pour traverser une voie qui coupe celle où vous vous impatientez. Vous voyez le feu passer au vert, mais votre file n'avance pas. Et pour cause : chacun, bien que ne pouvant espérer dépasser le milieu du

carrefour, s'avance, bloquant les voitures de l'autre file ; incapable de comprendre que *laisser passer l'autre*, c'est *se laisser passer* ; que chaque individu n'est pas seulement un individu. C'est à ce niveau élémentaire de conscience d'une organisation sociale non concurrentielle et non individualiste que le participialisme fait appel, non comme critique morale, mais comme revendication d'une autre conception de l'efficacité.

On peut donner un autre exemple de cette approche en termes d'efficacité économique : lorsque le légendaire Dersou Ouzala, qui vivait au début du xx^e siècle dans la taïga russe, s'arrête quelques heures durant dans une cabane, pour s'abriter de la pluie, il ne la quitte pas sans prendre soin de la rafistoler et d'y laisser un peu de riz et des allumettes, pour le prochain chasseur qui passera, en quelque sorte pour lui-même ⁸.

C'est précisément ce type de perception élémentaire qui permet de comprendre pourquoi le système de concurrence et de profit est fondamentalement inefficace et sur quelles bases le participialisme en prend le contre-pied.

(Pour ceux qui ont trouvé l'exemple de Dersou Ouzala, avec son riz et ses allumettes, un peu trop primitif à leur goût, qu'il leur suffise de remarquer que la communauté responsable de la création et de la diffusion de logiciels libres fonctionne suivant la même logique fondamentale ⁹. Aux antipodes de la privatisation du savoir par les droits de copie ou les brevets, chacun travaille pour soi-même comme pour les autres : à l'inverse de l'activité des salariés

8. En 1902, le géographe Vladimir Arseniev fait des relevés topographiques dans la steppe d'Oussouri, région d'Asie centrale où il rencontre un chasseur qui va lui servir de guide. Du livre d'Arseniev, *La Taïga de l'Oussouri. Mes expéditions avec le chasseur gold Dersou Ouzala*, Akira Kurosawa a tiré son film *Dersou Ouzala*.

9. Signalons simplement avec Reuters qu'en mai 2003 la ville allemande de Munich choisit SuSE Linux pour équiper quelque 14 000 postes de travail ; « un bras de fer a semble-t-il commencé entre le système libre et les solutions de Microsoft, au cœur de la vieille Europe ».

d'entreprises monopolistiques, qui finit en royalties pour les actionnaires, celle des informaticiens qui réalisent et améliorent les logiciels circulant en toute gratuité résulte soit d'un travail qui donne lieu à un salaire et non à une propriété intellectuelle, soit d'un bénévolat « rétribué » en gains symboliques et en émulation – en fait, cette logique n'est autre que celle dont la communauté scientifique est en train de perdre la pratique millénaire.)

Le fait qu'il faille écrire noir sur blanc de telles évidences montre ce qu'ont fait de nous des années de propagande capitaliste.

Les propositions qui constituent le participialisme sont des éclaircissements en ceci que celui qui les comprend les reconnaît à la fin comme dépourvues d'abstraction – il doit pour ainsi dire jeter l'échelle après y être monté. En quelque sorte, il lui faut dépasser ces propositions pour voir correctement comment transformer ce monde.

Thierry Discepolo
Marseille, été 2003

Bibliographie

Alain Accardo, *De notre servitude involontaire. Lettre à nos camarades de gauche*, Agone, 2001 ; *Le Petit-Bourgeois gentilhomme. La moyennisation de la société*, Labor-Espace de liberté-CAL, 2003

Serge Halimi, *Quand la gauche essayait*, Arléa, 2000

Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Agone, 2003

George Orwell, *Essais, articles, lettres*, tomes I à IV, Ivrea-Encyclopédie des nuisances, 1995-2003 ; *Chroniques du temps de la guerre (1941-1943)*, Ivrea, 1988